



RENCONTRE AVEC...

Laurent Poncet, directeur du Centre d'expertise et de données sur le patrimoine naturel unité PatriNat MNHN-OFB-CNRS

La biodiversité est sous pression.

Les habitats naturels se dégradent et les espèces disparaissent à une vitesse encore jamais constatée. Elle est pourtant indispensable pour l'Homme, qui ne peut s'extraire de la nature. Pour Laurent Poncet, ce déséquilibre progressif peut amener à des points de rupture dans le fonctionnement des écosystèmes. Il est important de changer notre rapport à la nature, et cela passe par des évolutions importantes de nos pratiques.

La biodiversité est souvent vue sous le seul angle de la diversité des espèces. Une approche qui selon Laurent Poncet en donne une représentation « tronquée ». Car la considérer par la seule « comptabilité » des espèces ne permet pas de prendre en compte la complexité du fonctionnement des écosystèmes. « *La biodiversité est un système à trois dimensions : la diversité des espèces, la diversité génétique et la diversité des écosystèmes.* » Ces niveaux d'organisation sont interdépendants, « *il existe une variabilité des espèces parce qu'il existe une variété génétique* », précise Laurent Poncet.

BIODIVERSITÉ : UNE NOTION RÉCENTE

Même si la notion de diversité des espèces est fortement éclairée par les travaux de Charles Darwin dès le milieu du XIX^e siècle, le terme même de « biodiversité » est une notion assez récente, utilisée pour la première fois dans les années 1980 par le biologiste américain Walter G. Rosen, puis « démocratisée » plus largement en 1992, lors du sommet de la Terre de Rio de Janeiro, qui fut le point de départ de multiples politiques nationales en sa faveur. Ce mot est donc apparu au grand public en même temps que la prise de conscience que la conservation de la nature était une préoccupation majeure pour l'avenir de l'humanité.

DISPARITION DES ESPÈCES : UN POINT DE NON-RETOUR ?

Trente ans plus tard, le constat fait par Laurent Poncet est assez mitigé. « *Les derniers indicateurs, produits en utilisant les données des programmes participatifs Vigie-Nature, montrent que près de 30 % des populations d'oiseaux des milieux agricoles ont disparu. C'est la même tendance chez la chauve-souris. Des études sur les évolutions des insectes dans d'autres pays européens montrent des baisses jusqu'à 70 %. Il est important de rappeler qu'il y a déjà eu dans le passé des évolutions – y compris des crises très importantes – de la biodiversité. Ce qui change, c'est la rapidité, l'étendue spatiale et l'intensité du phénomène qui est plusieurs centaines de fois plus importante. Les systèmes n'ont pas la capacité de s'adapter aussi vite.* »

RETOUR À LA RAISON

Les solutions pour retrouver un équilibre existent et sont mises en exergue par les travaux de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) [équivalent du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) pour la biodiversité]. Il convient d'intervenir pour une baisse « forte » des cinq pressions majeures qui pèsent sur la biodiversité : la destruction des habitats, la surexploitation, le changement climatique, les pollutions et

les espèces introduites. « *Les leviers d'action sont assez simples sur le papier, mais plus compliqués à mettre en œuvre dans la société. Ils ont tous un point commun : changer nos pratiques individuelles et collectives. Concrètement, manger moins de viande, utiliser moins d'énergie dans notre quotidien, organiser des systèmes de production « locaux », développer l'agroécologie, stopper l'artificialisation des sols, créer des aires protégées, etc. et ce ne sont que quelques exemples. Le système est complexe et les solutions isolées ne suffisent pas. C'est l'ensemble concerté des réponses qui permet de trouver une solution globale à un phénomène comme la dégradation des écosystèmes.* »

UN DEVOIR DE CHANGEMENT ET DE SENSIBILISATION

Dans ce contexte, pour Laurent Poncet, les suivis scientifiques offrent d'objectiver la situation et de garantir des éléments factuels et neutres pour accompagner les politiques publiques. « *Cela permet d'évaluer les réponses que l'on apporte. Il faut continuer à observer et décrire. Expliquer ces changements, informer ou associer le citoyen dans le cadre des sciences participatives pour permettre une meilleure compréhension de la situation par le plus grand nombre. D'autant plus que la France, avec ses territoires d'outre-mer et sa surface maritime, a une responsabilité particulière sur plus de 10 % de la biodiversité mondiale.* » ●